# PALESTINE - SOLIDARITÉ

http://www.palestine-solidarite.org

# Journal de Syrie

N° 6 du 08.07.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/

http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/

b) sur le site de Eva Resis : <u>no-war.over-blog.com</u>

c) sur le site de Robert Bibeau : <a href="http://www.robertbibeau.ca/palestine.html">http://www.robertbibeau.ca/palestine.html</a>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : <a href="http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\_syriens.htm">http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\_syriens.htm</a>

NB: Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse: fa032881@skynet.be

# Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

#### Tiré à part :

L'armée américaine effectue, à présent, simultanément, des opérations aériennes, dans 6 pays du monde...

1 Dossier

1-1 Jacques Vergès : « En Syrie, il faut défendre l'Etat actuel ! ».

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Hala Jaber (Sunday Times) : oui, il y a des terroristes islamistes en Syrie

2-2 Oussama Charabeh : La Syrie cible de tentatives de déstabilisation.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie - Réflexion

3-1 Réseau Voltaire : La cohésion de la Syrie face à l'offensive turco-occidentale.

3-2 Thierry Meyssan: Le plan de déstabilisation de la Syrie.

3-3 M. K. Bhadrakumar: Syrie en ébullition. - Navire de guerre américain en Mer Noire.

Annexe

Maurizio Matteuzzi : Guerres étasuniennes : le coût.

## Tiré à part :

L'armée américaine effectue, à présent, simultanément, des opérations aériennes, dans 6 pays du monde...

L'armée américaine effectue, à présent, simultanément, des opérations aériennes, dans 6 pays du monde. Selon Press TV, le site anti-guerre, "met fin au rêve américain", a publié un article, selon lequel, l'armée américaine mène des opérations aériennes, actuellement, en Afghanistan, en Irak, en Libye, au Yémen, au Pakistan et en Somalie.

Ledit site ajoute que les dettes du peuple américain s'élevaient à moins de 6 trillions de dollars, avant la guerre contre le terrorisme, mais qu'à présent, elles ont été décuplées. En fait, un tiers des dettes du monde entier appartient aux Etats-Unis. C

Le site poursuit en révélant que les frais militaires américains s'élève à 46,5 % des frais militaires de tous les pays du monde.

4 juillet PressTV

#### 1 Dossier

#### 1-1 Jacques Vergès : « En Syrie, il faut défendre l'Etat actuel! ».

Infatigable défenseur, judiciaire et politique, des résistants au Nouvel Ordre mondial, Jacques Vergès, qu'on a vu récemment aux côtés de Roland Dumas dans Tripoli bombardée, a bien voulu nous recevoir pour nous donner son sentiment sur ce qui se passe ou pourrait se passer en Syrie. Une analyse sans complaisance de la dérive morale et géopolitique de l'Occident américano-centré et un optimisme raisonné sur l'évolution de la situation, en Syrie et ailleurs.

-Tout d'abord, quelle est votre analyse de la situation en Syrie ?

-Jacques Vergès: Il y a très clairement une tentative de déstabilisation extérieure de la Syrie. Dans ce pays l'Arabie saoudite est à la manœuvre, via les groupes salafistes qu'elle inspire et finance. Et, bien sûr, les Etats-Unis supervisent cette ébauche de guerre civile. Israël, Etat frontalier et ennemi de la Syrie, et qui dispose de services de renseignements et d'action assez performants, est selon moi directement impliqué aussi. Et je n'aurai garde d'oublier le rôle moteur que, joue, sur le plan diplomatique, la France pour discréditer et isoler le régime syrien.

Je ne nie pas pour autant qu'il existe des problèmes sociaux en Syrie. La France aussi connait de graves problèmes sociaux et l'on peut même dire que la société française est confrontée à un certain nombre de blocages. Mais les ennemis intérieurs et extérieurs de la Syrie baasiste font tout pour jeter de l'huile sur le feu. Quant à moi, je suis très clairement un ami de la Syrie telle qu'elle est.

-Quel est selon vous le - ou les - ressort de l'attitude de Nicolas Sarkozy dans cette affaire ?

-J.V.: Sur un plan strictement idéologique, il y a l'incontestable philo-sionisme et philo-américanisme de ce président, qui rêve d'être le meilleur élève européen, ou le premier ex-aequo avec le Britannique David Cameron, de la « classe OTAN ». Et l'on touche là à un aspect plus personnel et psychologique du personnage : son désir pathétique de se hisser à ce statut d'homme d'Etat qui joue dans la « cour des grands » de ce monde, statut qu'une large majorité de l'opinion française semble lui dénier aujourd'hui. Et puis il y a tous ces échecs intérieurs – économiques ou sécuritaires – qu'on essaye de faire oublier aux électeurs par des roulements de mécanique querrière ; c'est un procédé vieux comme le monde politique.

Enfin il y a le lourd passif de la diplomatie française vis-à-vis du printemps arabe, tunisien et égyptien : de Fillon passant ses vacances aux frais de Moubarak à « M.A.M. » proposant à Ben Ali l'expertise française en matière de répression policière, il y a là pas mal de choses à faire oublier, le plus vite possible.

Et cela donne notamment cette guerre non avouée contre Kadhafi, décidée dans la précipitation et sans objectif politique clair sur simple injonction de Bernard-Henri Lévy, par-dessus l'épaule d'Alain Juppé et de Gérard Longuet. Une politique aventureuse, qui ne pourra déboucher que sur le chaos, et le gâchis de vies humaines et de richesses.

Et qui est déjà un échec, comme la guerre d'Afghanistan : Kadhafi résiste, moins à cause de son armement supérieur que du soutien dont il continue de bénéficier dans une large part de la population libyenne, et aussi parce que les opposants soutenus à prix d'or par les Occidentaux font chaque jour la preuve de leur vacuité, non seulement militaire mais politique.

Face à cette résistance, les médias ressortent les bons vieux bobards de la guerre psychologique : est-ce que vous avez entendu cett pittoresque « information » diffusée sur nos télévisions ? Kadhafi aurait distribué du viagra à ses soldats pour les inciter à violer les femmes des rebelles ! Quand on en est réduit à ce type de propagande, c'est vraiment que ça va mal !

-Pour vous, l'action occidentale, en Libye comme en Syrie, est, en quelque sorte, improvisée, mal pensée, vouée à l'échec. On s'attendrait cependant à moins d'amateurisme de la part de l'administration américaine et de l'OTAN...

-J.V.: Mais voyez le gâchis inepte perpétré par les Américains en Irak depuis près de dix ans : ils ont lancé une guerre sous des prétextes bidons pour abattre Saddam Hussein, un « dur » du camp arabe face à Israël. Et après

d'innombrables victimes et de gigantesques dégâts, ils ont donné le pouvoir à la majorité chiite, autrement dit à l'Iran, leur ennemi public n°1. C'est de la grande géopolitique, ça ?

N'importe quel analyste ou connaisseur de la région aurait pu prédire ce résultat à Bush et à sa clique néoconservatrice! Cette situation ubuesque a inspiré au grand intellectuel américain Noami Chomsky cette boutade un rien désabusée : « Je croyais qu'on était allé en Irak pour lutter contre le fanatisme islamiste et on les a mis au pouvoir! »

Eh bien, c'est la même chose en Libye : on fait donner la grosse artillerie contre Kadhafi, qui s'était cependant rapproché de l'Occident – et que Sarkozy, naguère, avait reçu avec les égards qu'on sait – et on n'a comme solution de rechange que des « bras cassés » impuissants et infiltrés d'ailleurs par des islamistes radicaux, qui ne représentent au mieux que la province de Cyrénaïque – et même là leur représentativité m'apparaît pour le moins fragile. Et est-ce que la « détermination » française – ou anglaise – résistera au premier hélicoptère, ou aux premiers commandos terrestres, abattus ?

Et quant à la Syrie, si les Américains et leurs amis saoudiens parvenaient à renverser le régime de Bachar al-Assad, ils livreraient le pays ipso facto à des sectaires sunnites qui mettraient ce pays moderne à l'heure de Ryad, ce qui à terme sera lourd de conséquences pour Israël et ses protecteurs américains.

Cela dit, je reste optimiste, pour la Syrie et même la Libye. La majorité du peuple syrien sait que c'est la guerre civile et la destruction de leur pays que leur apporteraient les opposants officiels plus ou moins fantoches des Américains et les groupes armés infiltrés sur le terrain. Les Syriens ne veulent pas que leur pays devienne un nouvel lrak.

- -Et si le but de guerre des Américains et de leurs auxiliaires européens et arabes c'était justement, à défaut de contrôler la Syrie, de la détruire, de la faire revenir un demi-siècle ou plus en arrière, comme certains stratèges d'Outre-Atlantique s'en sont vantés pour l'Irak ?
- -J.V.: Mais précisément l'exemple irakien montre que c'est une politique à courte vue, et dangereuse pour les intérêts géostratégiques de Washington: l'Irak aujourd'hui n'a jamais été aussi proche de l'Iran. Et la création de fait d'un Etat autonome kurde dans le nord du pays a contribué à éloigner la Turquie des Etats-Unis. On ne gagne rien à créer des situations incontrôlables, le chaos que vous avez créé vous reviendra dans la figure tel un boomerang géopolitique!

Et qu'aura gagné Miss Clinton quand des djihadistes paraderont dans les rues de Tripoli, après celles de Benghazi ? Pour ce qui est de la Syrie, je crois que l'appui dont continue de bénéficier le pouvoir de Bachar al-Assad demeure l'obstacle le plus efficace contre les manœuvres américano-israélo-saoudiennes.

-Donc, en Syrie comme ailleurs, l'Occident pratique la fuite en avant, la politique de la canonnière au jour le jour ? -J.V. : Exactement. Parce que l'Occident est malade. Economiquement. Politiquement. Et surtout moralement. Pour moi, ces coûteuses gesticulations militaires, de Kaboul à Tripoli en passant par Bagdad sinon Damas, sont comparables aux spasmes d'un agonisant.

L'Amérique notamment est très malade, de son économie ruinée, de sa dette colossale, de son dollar devenu une monnaie de Monopoly, de ses escroqueries géantes à la Madoff. Et aussi de l'arrivée sur le « marché géopolitique » de puissances émergentes, ou ré-émergentes comme la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil. Pour garder un semblant de légitimité morale et politique, et donc un leadership mondial, on se fabrique un ennemi, un « Grand Satan » comme dirait les Iraniens, qui fasse oublier aux opinions internes la faillite imminente. Mais quel crédit moral accorder à des puissances qui pratiquent en permanence le « deux poids, deux mesures » ?

Pour nous en tenir au Proche-Orient, on bombarde Tripoli et on menace Damas, quand on laisse Israël poursuivre, en dépit de résolutions répétées de l'ONU, la colonisation et la répression sanglante, quand on laisse les troupes saoudiennes réprimer au Bahreïn, autre pion américain dans le Golfe, un mouvement populaire de contestation. On stigmatise le fanatisme iranien, quand on s'appuie sur l'Arabie Saoudite théocratique pratiquant la forme la plus sectaire et obscurantisme de l'Islam.

Je pourrais aussi vous parler longuement de la Côte d'Ivoire, où la France, exauçant ainsi le choix américain, a décrété qu'Alassane Ouattara était le gentil démocrate du film, et Laurent Gbagbo le méchant, alors que l'ONU a fait la preuve des nombreuses exactions des troupes de Ouattara contre la population civile, et du climat de terreur qu'elles ont instauré dans leur fief du nord, pendant ces fameuses élections présidentielles. Et si on nous explique que M. Ouattara ne contrôle pas ses troupes, c'est tout simplement un incapable!

Je le répète, ces expéditions coloniales en Afrique et au Proche-Orient – après les deux anciennes puissances coloniales, française et britannique, sont en première ligne militaire et diplomatique en Afrique du Nord comme dans l'ancien Levant – sont la preuve de la mauvaise santé de leurs instigateurs.

L'Amérique est malade? Et la France donc! L'affaire DSK illustre pour moi, la faillite morale et politique des élites social-libérales, usées et corrompues; et cette faillite morale s'ajoute à la faillite des institutions et à celle de l'économie, sans oublier l'insécurité: chacun voit que l'Etat français, qui bombarde Tripoli, est incapable de faire entendre raison aux caïds de banlieue! Qu'on s'étonne ensuite qu'un président comme Sarkozy, dernier avatar de cette caste gouvernante, cherche à se refaire une virginité et une stature sur le dos des Libyens et des Syriens! Imposture! Imposture et spasmes de mourant! L'Occident risque bien de crever de son cynisme et de sa faillite morale!

- -Pour finir, vous vous montrez plutôt optimistes quant à l'évolution de la situation dans ces pays de la « ligne de front » ?
- -J.V.: Oui. Les Américains et leurs séides peuvent faire pas mal de dégâts on le voit en Libye, et en Afghanistan, ou encore au Soudan, on l'a vu en Irak et en ex-Yougoslavie. Je ne crois pas qu'ils pourront avoir

raison contre des peuples et des nations : on le voit ou on le verra en Syrie, en Libye, en Egypte, au Liban et en Palestine. En Syrie, il faut être vigilant face aux manœuvres de déstabilisation et aux opérations de de désinformation.

-Maître Vergès, merci beaucoup! Samedi 11 Juin 2011 dimanche 12 juin 2011, par Comité Valmy

# 2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

# 2-1 Hala Jaber (Sunday Times) : oui, il y a des terroristes islamistes en Syrie

Voici la traduction d'un fort intéressant article de la journaliste anglo-libanaise Hala Jaber, correspondante du journal britannique The Sunday Times et nommée journaliste de l'année 2003 par Amnesty International. A peine arrivée en Syrie, fin juin, elle a enquêté à Damas et dans le nord-ouest du pays, particulièrement touché par les troubles. Tout en soulignant la brutalité inutile et meurtrière des forces de l'ordre, elle pointe, et c'est un fait nouveau dans la presse occidentale, la présence d'extrémistes armés (et barbus), agents provocateurs s'employant avec d'assez gros moyens à faire dégénérer les manifestations au départ pacifiques. Hala Jaber, s'appuyant sur des témoignages locaux, donne notamment un récit détaillé des graves incidents survenus le 18 juin à Ma'rrat al-Nu'man, ville du nord-ouest : on voit que les djihadistes y ont fait régner la terreur, et ont versé le sang — alors que l'armée a fait profil bas, pour éviter des incidents. Le récit de l'enlèvement d'un opposant modéré, Mohamed Salid Hamadah, et des tortures et menaces qu'il a subi de la part d'extrémistes sunnites fait froid dans le dos, et laisse supposer ce que serait le climat de la Syrie si elle tombait dans leurs mains! Encore une fois, c'est, à notre connaissance, la première fois qu'une journaliste occidentale rend compte d'une réalité dénoncée depuis des semaines par les autorités syriennes — qu'Hala Jaber ne ménage d'ailleurs pas — mais niée ou tue par la quasi-totalité des médias.

#### La Syrie prise sous le feu croisé des extrémistes

(les intertitres, les phrases surlignées et la traduction sont de la rédaction d'Infosyrie.fr)
Les manifestations pro-démocratie sont infiltrées par des djihadistes armés, qui provoquent l'armée et suscitent des fusillades meurtrières.

Ils sont venus par milliers marcher pour la liberté à Ma'rrat al-Nu' man, une petite ville misérable entourée de champs de camomille et de pistaches dans la région troublée du nord-ouest de la Syrie. La manifestation a suivi une routine devenue familière à tous ceux qui y participent chaque vendredi depuis 11 semaines, et pourtant y participer cette fois requérait un courage extraordinaire.

La semaine précédente quatre manifestants ont été tués en tentant de bloquer la route principale reliant Damas et Alep, la plus grande ville du pays. Et la semaine d'avant, quatre autres avaient été tués.

Les habitants de Ma'rrat étaient à ce point furieux du sang versé par les mukhabarat – membres de la police secrète -, que des intermédiaires avaient proposé un accord aux deux camps. Quatre-cents membres des forces de sécurité avaient été retirés de Ma'rrat, en échange de la promesse d'une manifestation calme. Les forces restantes, 49 policiers et 48 réservistes, étaient confinés dans une caserne près du centre-ville. Mais au moment où quelque 5 000 manifestants non armés parvenaient à la place principale, ils avaient été rejoints par des hommes munis de pistolets.

#### « Des types barbus et armés à bord de pick-ups »

Au début, les chefs tribaux conduisant la marche ont pensé que ces hommes étaient venus armés pour se défendre si jamais une fusillade éclatait. Mais quand ils ont vu d'autres armes – des fusils et des lances-roquettes manipulés par des types barbus à bord de voitures ou de pick-ups sans plaques d'immatriculation – ils ont compris que des incidents étaient à venir. La violence a éclaté alors que les manifestants approchaient de la caserne, où les policiers s'étaient barricadés. Quand les premiers coups de feu ont éclaté, les manifestants se sont dispersés. Quelques policiers ont pu s'enfuir par une porte à l'arrière de la caserne; les autres se sont retrouvés assiégés.

Un hélicoptère militaire est envoyé en renfort. « Il s'en est pris aux hommes armés pendant plus d'une heure » a dit un témoin, un chef tribal. « Il les a contraints à utiliser contre lui le plus gros de leurs munitions pour soulager les policiers encerclés dans le bâtiment. »

Certains des hommes armés ont été atteints par les balles tirées de l'hélicoptère. Quand celui-ci s'est retiré, la foule s'est mise à attaquer la caserne. Une fusillade enragée s'en est suivie. Bientôt, quatre policiers et 12 assaillants étaient morts ou mourants. 28 autres policiers étaient blessés. Leur caserne était mise à sac et incendiée, en même temps que le tribunal et le poste de police.

Les policiers qui avaient échappé à l'attaque du 18 juin ont été cachés dans les maisons des familles qui avaient manifesté un peu plus tôt, selon le témoignage de ce chef tribal. Lui, ses fils et ses neveux ont récupéré 25 hommes et les ont conduits jusqu'au QG de la police d'Alep.

Vendredi dernier j'observais la dernière manifestation pour la démocratie à Ma'rrat. Seulement 350 personnes étaient présentes, pour la plupart des jeunes gens à moto qui fonçaient sur la grand-route vers une ligne de blindés garés au milieu de bosquets d'oliviers. Parmi ces irréductibles se trouvaient des militants barbus. Ils ont alors provoqué les militaires à grand renfort d'injures, qui les ont accueillis avec un grand stoïcisme. Les gens du coin m'ont dit que les blindés n'avaient pas bougé depuis qu'ils avaient pris position 18 jours plus tôt.

La raison de cette faible participation à la manifestation a bien été comprise par les chefs tribaux qui avaient organisé les précédentes marches, et qui espéraient qu'une réforme politique finirait par apporter l'argent du gouvernement à leur ville oubliée de 100 000 habitants. Des milliers de gens ordinaires qui les avaient soutenus préféraient désormais rester chez eux de peur que des éléments armés provoquent de nouveaux affrontements.

Des infos faisant état d'hommes armés tirant au milieu de manifestations dans au moins quatre villes semblent marquer l'émergence d'une nouvelle source de trouble dans un pays déjà déchiré par trois mois de troubles qui ont causé la mort de presque 1 400 personnes, et pas mal d'inquiétude chez ses voisins, d'Israël à la Turquie.

Des activistes interrogés la semaine dernière par le *Sunday Times* craignaient que ces hommes en armes – dont un certain nombre de djihadistes – divisent l'opposition et donnent aux forces de sécurité syriennes un prétexte pour continuer à tire sur leur propre peuple.

« J'ai entendu des officiels reconnaître leurs erreurs »

Je suis arrivé à Damas mardi dernier, le premier journaliste occidental à entrer en Syrie avec l'assentiment des autorités depuis que les troubles ont débuté. De hauts responsables m'avaient promis que je pourrais me déplacer et travailler librement.

Histoire de les mettre à l'épreuve, je me suis entretenu avec des figures de l'opposition et des militants aussi bien qu'avec des membres du gouvernement de Bachar al-Assad. J'ai trouvé un pays dont l'ardente population est de plus en plus déterminée à assurer un changement, et dont les dirigeants semblent ne pas savoir comment lui répondre.

Ce n'est pas, je le précise, grâce à des sources gouvernementales que j'ai pu établir la présence d'extrémistes, mais grâce à des personnalités de l'opposition et à mes propres yeux.

Dans les souks et les cafés de la vieille capitale, la vie et le travail continuent comme en temps normal. Le fait nouveau qui m'a frappé c'est que, pour la première fois en 28 ans de visite en Syrie, j'ai entendu des officiels reconnaître leurs erreurs. Les critiques allaient de la corruption gouvernementale jusqu'aux meurtres de civils par les forces de sécurité.

« Ils ont vu des manifestants, par centaines et par milliers, scander des slogans anti-gouvernementaux ou déchirer des photos d'Assad – quelque chose qui il y a quelques mois seulement auraient conduit les gens en prison – et ils réagissent de façon disproportionnée, en tirant au hasard » reconnaît un un responsable de la sécurité. La tuerie pourtant a continué durant les manifestations de vendredi, où 28 personnes ont été tuées, la plupart dans la ville de Kiswa, au sud de la capitale. Deux autres y sont mortes lors de funérailles, et trois à Damas. Les manifestants de Kiswa brandissaient un grand drapeau syrien pour monter qu'ils associaient leur protestation et le patriotisme. Cinq jeunes gens donnaient les slogans et selon, des témoins, l'atmosphère était presque, pendant quelques brèves minutes, celle d'un carnaval. Mais en moins d'une demi-heure des membres des forces de sécurité vêtus de blouson de cuir et armés d'AK 47 sont arrivés. Les protestataires ont répondu en maudissant le nom de Maher al-Assad, frère du président, décrié pour les pires atrocités commises pendant la répression.

Les cris de « On n'a pas peur de vous !» ont été bientôt recouverts par les tirs des Kalashnikovs et des pistolets, selon un témoin. « En quelques minutes à peine j'ai vu 18 manifestants par terre, saignant abondamment » dit-il. « J'ai vu un enfant couvert de sang. » Hassan Sheeb, un enfant de 13 ans, serait mort de ses blessures peu après. Des hommes criaient « Oh mon dieu ! » tandis que des femmes hurlaient aux fenêtres. « A un moment j'ai cru que je mourrais et que je ne reverrai jamais ma famille » dit le témoin. « J'ai entendu les balles et senti le gaz lacrymogène. C'était dur de vivre ça en voyant trois jeunes gens baigner dans leur sang. »

Les images de ces manifestants ensanglantés emportés par leurs amis ont suscité d'avantage d'émotion que des scènes identiques observées dans d'autres pays du Proche-Orient pendant le printemps arabe. La Syrie a un rôle central dans nombre des questions génératrices d'instabilité au Proche-Orient. Alliée loyale de l'Iran, elle soutient le Hezbollah au Liban et le Hamas dans la bande de Gaza. Le chaos en Syrie, qui a des frontières avec l'Irak, le Liban, la Turquie, la Jordanie, et Israël, signifie le désordre dans toute la région. La semaine dernière les Etats-Unis exprimaient leur préoccupation à propos d'informations selon lesquelles la Syrie acheminait des troupes sur la frontière turque, que plus de 12 000 personnes ont franchie pour fuir les violences. Hillary Clinton a dit qu'à moins que les forces syriennes cessent immédiatement leurs attaques, « nous verrions bientôt une escalade militaire dans la région. »

Alors que les funérailles des 14 victimes de Kiswa se déroulaient hier, l'atmosphère restait tendue dans la ville. Les manifestants rejetaient toute idée que des djihadistes armés aient pu provoquer les les forces de sécurité dans des manifestations, ici ou n'importe où en Syrie. « Le régime continue d'affirmer que nous sommes des groupes armés, salafistes ou criminels » dit un étudiant de 25 ans. « Je demande à tout le monde de venir et de voir si nous brandissons un seul couteau, un seul bâton dans nos manifestations. »

La tragique mésaventure de Mohamed Hamadah

Certaines personnalités de l'opposition ont de bonnes raisons d'être en désaccord avec le régime. Mohamed Salid Hamadah, 44 ans, est un journaliste qui a été emprisonné pour avoir critiqué le gouvernement. Hamadah et sa femme, Um Joud, comptaient parmi les premiers protestataires à Damas. Le père d'Um Joud a passé 31 ans en prison pour s'être opposé au père de Bachar, Hafez el-Assad, qui a dirigé le pays de 1971 à 2000. Le mois dernier, Hamadah s'est rendu à Ma'rrat al-Nu'man, sa ville, pour y observer le mouvement de protestation et il s'est aperçu qu'il n'avait pas de chefs. Il a alors créé un groupe d'intellectuels à Damas pour encadrer les manifestations et s'assurer qu'elles ne tombent pas sous la coupe de militants armés.

Le 18 juin, jour de l'attaque de la caserne de Ma'rrat, Hamadah a vu plusieurs grands véhicules sur la grand-route. Selon lui, chacun contenait au moins six hommes en armes, certains parlant dans des talkie-walkies. Après que les violences se fussent achevées, Hamadah se trouvait en voiture près de la ville, vers minuit, quand un éclair aveuglant l'a forcé à s'arrêter. Des hommes armés ont alors entouré le véhicule et lui ont demandé ses papiers, puis lui ont passé un bandeau sur les yeux, lui ont lié les mains dans le dos et les pieds ensemble et l'ont jeté dans le coffre d'une voiture. Après un voyage de 28 minutes, il a été traîné dans dans un immeuble avec un escalier très raide, pour être finalement informé qu'il se trouvait aux mains de la

« section des interrogatoires révolutionnaires de Syrie. »

Hamadah dit qu'il a été frappé dans le dos avec des câbles électriques et traité de « *chien* » pour avoir donné des consignes en faveur d'une protestation pacifique. » Tu dis au peuple de ne pas combattre l'armée quand elle attaque » lui reprochait son interrogateur. « Ce n'est pas l'armée de la Syrie, c'est l'armée de Bachar, et nous voulons la brûler et la tuer par le fer et par le feu. »

Hamadah a subi d'autres tortures. Du plastique brûlé a été égoutté sur son dos, ses cuisses et ses hanches. On l'a aussi électrocuté par ses doigts de pied. Parmi la liste des contacts de son mobile, ses agresseurs ont trouvé le nom « George ». Ce qui lui a valu une raclée supplémentaire pour avoir fréquenté « un infidèle chrétien, un croisé et un porc !» Hamadah a été averti que s'il s'avérait être membre de la minorité alaouite qui constitue l'élite dirigeante syrienne, sa petite fille serait découpée en morceaux sous ses yeux. Finalement, il s'est retrouvé pendu la tête en bas pendant que des électrodes étaient appliquées sur son dos et ses fesses. »La douleur était effroyable et j'ai hurlé puis perdu conscience, puis j'ai été ranimé avec de l'eau froide. Ils m'ont forcé à rouvrir les yeux et ont jeté du sel dessus. » Au bout de sept heures Hamadah a été ramené à sa voiture. Ce week-end il a résolu de continuer à travailler pour les opposants pacifiques en dépit des menaces de ses ravisseurs qui, il insiste, étaient bien des djihadistes. « Je refuse pareille alternative pour mon avenir et celui de mes enfants! » dit-il.

Le risque d'un regain d'activisme islamiste préoccupe ceux qui ont vu des insurgés armés ou regardé des vidéos les montrant en train de décapiter des membres des forces de l'ordre ou de mutiler leurs cadavres. Certains analystes syriens pensent que la haine des extrémistes sunnites pour les Alaouites et les chrétiens peut conduire à la fracture du pays sur des bases religieuses, déclenchant ainsi une guerre civile sur le modèle de celle qui a dévasté le voisin du sud, le Liban. Ce qui est certain que la plupart des protestataires sont des gens ordinaires qui n'ont rien à voir avec des extrémistes religieux, et que beaucoup de sang innocent a été versé sans nécessité.

Au cours de la journée la plus sanglante du soulèvement, voici trois semaines, au moins 58 personnes ont été tuées par les forces gouvernementales dans la ville de Hama – théâtre en 1982 du massacre de 10 000 à 20 000 insurgés de la confrérie des Frères musulmans, quand le père de Bachar était président. Selon des sources officielles, les derniers tirs sont intervenus quand les forces de l'ordre ont été prises en sandwich entre deux groupes de manifestants. Un responsable a prétendu qu'après qu'un manifestant a tiré en l'air, les forces de l'ordre ont reçu l'ordre de retenir leur feu. Mais quand d'autres tirs ont suivi, objectivement dirigés contre elles, elles ont tiré sur la foule.

Deux jours plus tard, l'officier responsable de cette bavure a été arrêté avec 19 autres policiers. Ils sont toujours en prison, et Bachar al-Assad s'est dit déterminé à ce qu'ils comparaissent devant un tribunal.

Lundi dernier, dans sa troisième intervention depuis le début des troubles le 15 mars, le chef de l'Etat a promis des réformes, un dialogue national, des modifications dans la constitution et la punition des responsables corrompus. Presqu'un million de partisans du régime auraient manifesté pour approuver ce discours, tandis que le mouvement contestataire le rejetait catégoriquement. Et que d'autres parlaient de changer le système mais pas nécessairement le chef.

Au contraire de la Tunisie, de l'Egypte, de la Libye et du Yémen, la Syrie n'a pas vu la défection de membres importants de ses élites militaire, politique ou diplomatique. Les analystes syriens ne voient pas de menace immédiate sur le régime, mais l'incapacité a insuffler des réformes pourrait encourager des éléments armés, dont les djihadistes, à exploiter la frustration populaire. Les opposants plus modérés insistent sur le fait qu'ils ne permettront pas que la sécurité intérieure du pays soit mise en péril de cette façon.

Hala Jaber, le 29 juin (Publié dans le *Sunday Times* le 26 juin) Le colonialisme des temps modernes :

#### 2-2 Oussama Charabeh : La Syrie cible de tentatives de déstabilisation.

Oussama Charabeh, Franco-syrien spécialisé en finance de marché est un observateur attentif des événements du Proche-Orient. Il v vit depuis plusieurs années après 23 ans passés à Paris.

Sa connaissance a la fois de la France et de la Syrie et les trois derniers mois qu'il vient de passer dans ce dernier pays lui permettent de jeter un regard critique sur les informations présentées à ce sujet par les médias, informations dont le but manifeste est de manipuler l'opinion des Français et fabriquer un consensus artificiel contre le régime syrien, étape décisive sur la voie d'une intervention militaire.

A côté des Américains et des Européens, Oussama Charabeh pointe le jeu dangereux d'une Turquie qu'on a cru peut-être un peu vite détachée de l'alliance avec Washington et Tel Aviv...

Le colonialisme des siècles passés a toujours eu pour but la domination économique par le controle des matières stratégiques, les XXeme et XXIeme siècles ne connaissent qu'une seule matière stratégique : le pétrole, qui est abondant au Moyen-Orient. Mais il n'est plus acceptable aujourd'hui de coloniser, non pas parce que les dirigeants des ex-colonies sont devenus plus humanistes mais parce qu'ils tomberaient instantanément devant la pression de leurs peuples. Le colonialisme doit donc se moderniser et revêtir un costume plus coloré et plus doux pour obtenir le même résultat : ce costume à la mode ce seront la démocratisation des pays du tiers monde, les droits de l'homme ou tout prétexte suffisamment noble en apparence. Le garant des intérêts stratégiques des USA au Moyen-Orient c'est Israël et il est tout simplement interdit à qui que ce soit d'avoir les moyens de s'opposer à ce pays même s'il occupe nos territoires et tue nos peuples. Tout Etat qui résiste à Israël ou qui a les moyens de lui résister est donc un danger qui doit être écarté soit par intervention directe sous prétexte humanitaire comme en Libye, soit par un renversement de l'intérieur.

La Syrie s'inscrit dans ce schéma et, à cause de ses positions hostiles aux ambitions impérialistes et coloniales d'Israël, n'a jamais été appréciée par les administrations américaines et leurs alliés. La Syrie a toujours été la cible de tentatives de déstabilisation par l'extérieur et pendant les dix dernières années ces tenatatives ont été régulières et répétées,

surtout depuis le refus d'Assad de l'invasion de l »Irak et son soutien affiché à toutes les résistances de la région. En 2004, l'assassinat du Premier ministre libanais dont la Syrie fut aussitôt accusée sera le premier coup dur de la décennie pour le régime de Damas. La résolution 1559 est adoptée par l'ONU et la Syrie est la cible de sanctions américaines et européennes. En 2006, la guerre du Liban a pour objectif de détruire la résistance libanaise et d'affaiblir le régime syrien mais à la surprise du monde entier Israël est vaincu.

Les événements actuels s'inscrivent dans ce même schéma et les Américano-sionistes profitent du courant de révolte qui traverse les pays arabes pour forcer le changement en Syrie, ce malgré le peuple syrien. Tout indique une manipulation extérieure dans les événements en cours.

#### La main étrangère

Les Américains n'ont pas attendu longtemps avant de revendiquer leur implication dans la violence en Syrie. Le 2 Avril 2011, l'adjoint au Secrétaire d'Etat américain au affaires étrangères déclare dans une conférence de presse que « la Syrie pourrait retrouver à nouveau son calme et sa stabilité si elle répond aux exigences qui lui ont été transmises » . Les exigences en question sont passées par les arrières-cours de la diplomatie mais elles ne sont pas nouvelles. Déjà en 2003, lors de l'invasion de l »Irak, Colin Powell envoyé de Bush, croyant que maintenant que l'armée américaine était aux frontières syriennes Bachar al-Assad serait effrayé, avait débarqué a Damas avec une feuille récapitulant les exigences américaines : ne pas soutenir la résistance irakienne ; stopper tout soutien à la résistance libanaise ; fermer les bureaux de la résistance palestinienne à Damas et enfin rompre les liens avec l'Iran. La Syrie aurait pu devenir l'enfant gâté des Américains au Moyen-Orient si elle avait repondu positivement mais c'aurait été au prix de son asservissement à la volonté expansionniste et dominatrice d'Israël dans la région.

La déstabilisation de la Syrie et du Liban figurait sur l'agenda israélo-américain et sur celui de l'Otan depuis ces dix dernières années : selon le commandant général de l'OTAN l'Américain Wesley Clark, 2001 a vu la mise en place d'un plan quinquennal pour envahir sept pays (en commençant par l »Irak puis la Syrie , le Liban, la Libye, la Somalie et le Soudan) de la région et redéfinir la carte du Moyen-Orient (Le Nouveau Moyen-Orient selon les termes de l'alors Secrétaire d'Etat américaine Condolesa Rice).

Dans son livre « Gagner les guerres modernes » le général Wesley Clark écrit ainsi :

« En novembre 2001 alors que je repassais au Pentagone et en posant la question de l'Irak à un haut officier de l'armée américaine, celui-ci me dit : » Oui nous sommes toujours en route vers l'Irak ». Et d'ajouter avec un ton plein de désagrément : « Mais il y a plus : ceci (l'Irak) a été discuté dans le cadre d'un plan plus général de campagne contre sept pays: Irak, puis Syrie, Liban, Libye, Iran, Somalie et Soudan. »

Cette discussion a également été relatée par le général Clark dans une émission télévisée :

http://www.youtube.com/watch?v=SXS3vW47mOE&feature=player\_embedded

Il est tout aussi légitime de se demander pourquoi les affrontements armés sont intervenus dans des régions frontalières où il est plus facile de faire passer des combattants, des armes, de la drogue et de l'argent : il y a eu Daraa à la frontière jordanienne et israélienne, puis il ya eu Banyas et Tal Kalakh à la frontière libanaise et enfin récemment Jisr El Shoughour à 10 km seulement de la frontière turque. Ceci montre clairement à qui est de bonne foi que ces rébellions armées avaient bien pour bases arrières des pays étrangers frontaliers.

Et pourquoi, au fait, ces événements ne se sont-ils pas produits en même temps mais se sont au contraire succédés ? L'insurrection éclatait dans une ville lorsqu'elle état jugulée par l'Etat dans la précédente, comme pour signifier que quand les extrémistes sont neutralisés dans un point géographique donné et quand leur ravitaillement est coupé sur une frontière, ils se dirigent alors vers une autre frontière.

L'objectif est donc de déstabiliser la Syrie et de provoquer un « changement de régime » (traduire : pour implanter un régime soumis à Israël), ce par une insurrection armée infiltrée par des extrémistes islamistes. Les rapports sur des civils tués seraient utilisés pour légitimer une intervention sous le volet « droits de l'Homme » et en invoquant le devoir de « protéger les civils » : copie conforme de ce qui s'est déroulé – se déroule encore – en Libye. D'ailleurs, sait-on qui sont ceux qui se battent contre l'armée libyenne; ceux que les médias appellent indécemment des « révolutionnaires » ? Sait-on d'où viennent leurs armes sophistiquées et leurs méthodes de combat en Toyota à la Taliban ? Car oui, ces groupes sont encadrés et entraînés par des combatants d'Al Qaida. Et puis sait-on enfin combien de civils les bombardements de l'OTAN ont-ils tué ? Mais tout cela importe peu aux éditorialistes pro-américains.

Et puis, si ce principe de protection des civils, des droits de l'homme et des droits internationaux est si important pour Sarkozy ou Obama pourquoi ne les entend-on pas lorsqu'il s'agit des Palestiniens tués – ou opprimés – par Israël ? Pourquoi ne les entend-on pas quand les résolutions de l'ONU sont bafouées par Israël ?

La propagande, la désinformation et le pilonnage médiatique

Toutes les preuves d'existence d'une rébellion extrémiste armée en Syrie est systématiquement niée par les médias et agences de presse occidentales et même certains médias arabes comme Al Jazeera ou Al Arabia qui ont deja perdu leur crédibilité au Moyen-Orient.

Les civils tués sont systématiquement imputés au compte du régime négligeant toute preuve d'existence de tireurs embusqués tirant sur la foule.

Les massacres des hommes de l'armée et de ceux des forces de sécurité sont régulièrement omis et lorsque les images montrent les militaires massacrés et leur corps mutilés les médias mentionnent timidement l'événement qu'ils expliquent par une fable qui insulte à l'intelligence de l'esprit humain : la fable de l'armée tuant et mutilant les corps de ses propres sodats qui ont refuseé de tirer sur la foule.

Le 17 avril dernier, huit membres des forces de securite sont égorgés dans un petite commune de la banlieue de Daraa. Le 8 Mai, 10 policiers sont froidement égorgés à leur tour a Homs. Le 7 Juin, 120 militaires et policiers sont attaqués dans leur caserne a Jisr Al Shoughour à la frontière turco-syrienne et décapités après avoir été tués. Al Jazeera et la BBC ont préféré parler alors de 120 manifestant pacifistes tués par les forces de sécurité!

Toutes les vidéos (sans exception) diffusées pour soutenir la thèse d'une révolution populaire ne durent jamais plus de 15 secondes, c'est-à-dire pas suffisamment pour discerner ce que dit réellement l'image; d'ailleurs souvent on ne voit que des pieds ou le ciel avec comme fond sonore des cris. Puis les ingénieurs de son y ajoutent un slogan et finalement le commentaire du journaliste, qui du reste, est bien habillé et a l'air honnête, anéantit tout esprit critique ou doute quant aux images montrées.

Et finalement, quand la bêtise dépasse toute imagination, les agences de presse s'excusent pour avoir commis des erreurs. Reuters, fin avril, publie un communiqué officiel d'excuse pour avoir fourni des vidéos des événements d'Irak ou du Yémen avec le sous-titre « *a eu lieu en Syrie* » .

France 24 diffuse un appel en direct d'une personne qui se fait passer pour l'ambassadeur de Syrie à Paris, et annonçant sa démission en direct en raison des atrocités commises. L'ambassadeur dément immédiatement et porte plainte contre la chaîne. Enfin l'AFP reconnaît pour la première fois – bien tardivement – la présence d'une rébellion armée en diffusant des photos le 18 juin.

Que valent les excuses quand chaque image et chaque titre incitent à plus de violence et à plus de sang versé, et encouragent les terroristes qui se voient dotés des moyens médiatiques les plus puissants... et ce gratuitement.

La Turquie : de l'ONU à l'OTAN ?

Si les positions américaine et britannique n'ont surpris personne car ces deux pays ont toujours été les premiers à soutenir les attaques contre le régime syrien, et si la position clairement hostile du gouvernement français s'inscrit dans l'inféodation de Sarkozy à Washington, le choc est venu de la Turquie qui, tel Judas, est passé du jour au lendemain du rôle d'ami fidèle à celui de prédateur affamé.

La dernière rébellion armée à Jisr al Shoughour, à la frontière turque, a indéniablement reçu le support logistique des Turcs ainsi que le montrent les équipements saisis sur les terroristes et leurs aveux : réseau de télécommunication à disposition des rebelles, armes et fonds ont transité par la Turquie. Des sources offcielles affirment que les tentes avaient été plantées à la frontière il y a déjà deux mois pour accueillir les futurs réfugiés. Ceux-ci étaient donc attendus et les Turcs participaient à la préparation des ces événements. Pourquoi ? Dans le cadre de quel deal ont-ils monnayé leur relation avec la Syrie ? Et comment la carte des réfugiés va-t-elle être utilisée par Ankara et Washington ?

Les réponses seront certainement connues dans les quelques semaines a venir. Mais il est d'ores et déjà clair que la Turquie a toujours eu la nostalgie de l »empire ottoman et de sa domination et nous avons sous-estimé – ou enterré trop vite – l'alliance militaire de la Turquie avec Israël, son appartenance à l'OTAN (sous hégémonie américaine) et son désir de devenir membre de UE. Nos amis Turcs viennent d'ailleurs de se retirer du convoi humanitaire d'aide à Gaza.

Le revirement de la position turque et l'échec diplomatique américano-européen après les vétos russe et chinois à l »ONU sur une condamnation de la Syrie, l'acharnement de ces ex-puissances coloniales (France et Grande-Bretagne) me poussent à penser que la Turquie pourrait être utilisée comme base d'intervention de l'OTAN aux frontières syriennes.

La dénonciation incessante du sort des réfugiés syriens à la frontière turque et l'exagération médiatique autour de ces derniers suggèrent que le prétexte de l'OTAN utilisera pourrait bien être (comme en Libye) de nature humanitaire.

Les quelques semaines à venir seront donc cruciales.

Oussama Charabeh,

le 22 juin

http://www.infosyrie.fr/re-information/le-colonialisme-des-temps-modernes/http://www.silviacattori.net/article1697.html

# 3 Analyse - Géopolitique et stratégie - Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

#### 3-1 Réseau Voltaire : La cohésion de la Syrie face à l'offensive turco-occidentale.

Malgré les immenses moyens de subversion financiers et médiatiques et de renseignement, mis en place par les États-Unis, leurs alliés européens, arabes et turcs, la situation en Syrie est repassée sous le contrôle du gouvernement, avec la reprise en main par l'armée de la région de Jisr al-Choughour, contrôlée quelques jours par des extrémistes armés (Voir ci-dessous) et la poursuite des réformes politiques et administratives profondes dont les résultats concrets commencent à se faire sentir. Le plan fomenté contre la Syrie était pourtant élaboré avec beaucoup de minutie. Un document britannique confidentiel, dévoilé par un Centre de recherches, révèle que le président de la commission des Affaires étrangères au Sénat US, John McCain, aurait demandé à ses conseillers de rencontrer des opposants syriens dans plusieurs capitales, notamment à Londres, Paris et Istanbul, ainsi qu'aux États-Unis, pour les encourager à s'organiser et à élaborer un plan qui va crescendo pour déstabiliser et décrédibiliser le régime et le pousser à la faute.

Le point fort de ce plan consistait à s'emparer d'une région puis à constituer un petit fief sur le territoire syrien pour en faire le bastion des insurgés et une tête de pont pour l'intervention de l'Occident. Il prévoit aussi de trouver une figure, jeune de préférence, pour dénoncer les horreurs du régime, Les opposants feraient de cette région « libérée » leur capitale, un peu comme l'est Benghazi pour les rebelles libyens.

Ce plan a d'abord été mis en œuvre à Deraa, une ville choisie en raison de sa proximité avec la Jordanie. Il y a eu ensuite l'affaire montée en épingle du jeune Hamza Khatib, un adolescent qui avait participé à une manifestation et qui a été retrouvé

mort. Les médias dirigés se sont saisis de l'affaire, assurant que le garçon avait été torturé, alors que le médecin légiste et le père de la victime le démentaient fermement.

Devant l'échec du plan à Deraa, le choix s'est porté sur une autre zone, frontalière du Liban celle-fois. À Tall Kalakh, des groupes armés ont pris le contrôle de la ville et poussé les habitants à l'exode vers le Liban, pour créer un « drame humanitaire » justifiant une intervention occidentale. C'est sous ce prétexte humanitaire que l'Otan et l'Occident étaient intervenus dans le Nord de l'Irak, au début des années 90, et en ex-Yougoslavie, à la fin de la même décennie. Nouvel échec, en raison de la riposte vigoureuse mais ciblée de l'armée syrienne, qui fait preuve d'une cohésion remarquable face aux menaces de démembrement de la Syrie et de guerre civile programmée.

Après l'échec de cette nouvelle tentative, les États-Unis et leurs alliés ont utilisé les grands moyens, faisant entrer en scène la Turquie. Celle-ci a d'abord accueilli sur son sol, à Antalya, non loin de la frontière avec la Syrie, une réunion d'opposants syriens hétéroclites. Juste après la fin de cette réunion, une escalade sans précédent a eu lieu sur le terrain, couronnée par la prise de Jisr al-Choughour, non loin de la frontière turque. Mais dans cet épisode, les groupes extrémistes ont montré leur vrai visage, massacrant 120 membres des forces de sécurité syriennes, dont certains ont été décapités.

Les autorités turques ont immédiatement monté un camp pour accueillir les réfugiés, facilitant l'arrivée de journalistes du monde entier pour diffuser les images du « drame humanitaire ». Dans le même temps, la France et la Grande-Bretagne se débattaient au Conseil de sécurité pour faire voter une résolution condamnant le régime syrien. Faut-il des preuves supplémentaires pour montrer à quel point les parties de ce plan sont synchronisées entre des acteurs régionaux et internationaux pour atteindre l'objectif fixé qui est d'affaiblir la Syrie, voire de la démembrer, si possible ? Les responsables turcs affirment, pour justifier leurs ingérences, que les problèmes de la Syrie concernent la Turquie, les tissus sociaux des deux pays étant extrêmement étroits, notamment par le biais des communautés kurdes et alaouites. Mais leurs arguments humanitaires ne masquent pas leurs visées sur le territoire syrien.

Face à ce troisième épisode, le régime syrien a réagi avec un mélange de fermeté et d'ouverture, accélérant le processus de réformes et décidant de reprendre le contrôle de Jisr al-Choughour. Il a aussi envoyé des messages indirects à Ankara, affirmant qu'il ne tolèrerait aucune atteinte à la souveraineté nationale.

Le bras de fer se poursuit donc, mais le régime reste soudé, gardant l'appui des institutions, notamment l'armée, le parti Baas et la classe commerçante et la grande masse des citadins.

Les stratèges de Langley ont manqué d'imagination. Ils pensaient qu'ils pourraient reproduire facilement le modèle libyen en Syrie. Mais c'était mal connaitre l'attachement des Syriens à l'unité et la souveraineté de leur pays et ignorer à quel point le sentiment national est ancré dans leur mémoire collective. Sinon, comment expliquer le fait que trois mois après le début des troubles, et en dépit des moyens énormes déployés, pas un seul officier, diplomates, hommes politiques ou responsable du Baas, n'ait fait défection. Face à cette cohésion, les médias dirigés ont été contraints d'inventer des histoires de dissidences, comme celle de l'ambassadrice de Syrie à Paris, Lamia Chakkour, ou du pseudo-lieutenant Abdel Razzak Tlass. De tristes histoires à dormir debout qui ne font l'honneur ni à France 24 ni à Al-Jazeera.

La Syrie est un pays qui joue un rôle-clé dans des dossiers cruciaux de la région, en Irak, en Palestine, au Liban, en Jordanie et même en Turquie. Il ne sera pas facile de la faire tomber, même pour les plus brillants stratèges israélo-US. 25/06/2011

http://www.voltairenet.org/La-cohesion-de-la-Syrie-face-a-l

## 3-2 Thierry Meyssan: Le plan de déstabilisation de la Syrie.

Les opérations conduites contre la Libye et la Syrie mobilisent les mêmes acteurs et les mêmes stratégies. Mais leurs résultats sont très différents car ces États ne sont pas comparables. Thierry Meyssan analyse ce demiéchec des forces coloniales et contre-révolutionaires et pronostique un nouveau retournement de balancier dans le monde arabe.

Réseau Voltaire | Beyrouth (Liban) | 14 juin 2011

La tentative de renversement du gouvernement syrien ressemble par bien des points à ce qui a été entrepris en Libye, cependant les résultats sont forts différents en raison de particularités sociales et politiques. Le projet de casser simultanément ces deux États avait été énoncé le 6 mai 2002 par John Bolton alors qu'il était sous-secrétaire d'État de l'administration Bush, sa mise en œuvre par l'administration Obama 9 ans plus tard, dans le contexte du réveil arabe, ne va pas sans problèmes. Comme en Libye, le plan de départ visait à susciter un coup d'État militaire, mais il s'est vite avéré impossible faute de trouver les officiers nécessaires. Selon nos informations, un plan identique avait également été envisagé pour le Liban. En Libye, le complot avait été éventé et le colonel Kadhafi avait fait arrêter le colonel Abdallah Gehani [1]. Dans tous les cas, le plan originel a été revu dans le contexte inattendu du « *printemps arabe* ».

L'action militaire

L'idée principale était alors de provoquer des troubles dans une zone très délimitée et d'y proclamer un émirat islamique qui puisse servir de base au démantèlement du pays. Le choix du district de Daraa s'explique parce qu'il est frontalier de la Jordanie et du Golan occupé par Israël. Il aurait été ainsi possible d'approvisionner les sécessionnistes.

Un incident a été créé artificiellement en demandant à des lycéens de se livrer à des provocations. Il a fonctionné au delà de toutes espérances compte tenu de la brutalité et de la bêtise du gouverneur et du chef de la police locale. Lorsque des manifestations ont débuté, des francs-tireurs ont été placés sur les toits pour tuer au hasard à la fois dans la foule et parmi les forces de l'ordre ; un scénario identique à celui utilisé à Benghazi pour susciter la révolte.

D'autres affrontements ont été planifiés, chaque fois dans des districts frontaliers pour garantir une base arrière, d'abord à la frontière du Nord du Liban, puis à celle de la Turquie.

Les combats ont été menés par des unités de petite taille, composés souvent d'une quarantaine d'hommes, mêlant des individus recrutés sur place et un encadrement de mercenaires étrangers issus des réseaux du prince saoudien Bandar bin Sultan. Bandar lui-même est venu en Jordanie, où il a supervisé le début des opérations en relation avec des officiers de la CIA et du Mossad.

Mais la Syrie n'est pas la Libye et le résultat y a été inverse. En effet, alors que la Libye est un État créé par les puissances coloniales en mariant de force la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzam, la Syrie est une nation historique qui a été réduite à sa plus simple expression par ces mêmes puissances coloniales. La Libye est donc spontanément en proie à des forces centrifuges, tandis qu'au contraire la Syrie attire des forces centripètes qui espèrent reconstituer la Grande Syrie (laquelle comprend la Jordanie, la Palestine occupée, le Liban, Chypre, et une partie de l'Irak). La population de l'actuelle Syrie ne peut que s'opposer aux projets de partition.

Par ailleurs, on peut comparer l'autorité du colonel Kadhafi et celle d'Hafez el- Assad (le père de Bachar). Ils sont arrivés au pouvoir dans la même période et ont usé de leur intelligence et de la brutalité pour s'imposer. Au contraire, Bachar el-Assad n'a pas pris le pouvoir, et n'envisageait pas non plus d'en hériter. Il a accepté cette charge à la mort de son père parce que son frère était décédé et que seule sa légitimité familiale pouvait prévenir une guerre de succession entre les généraux de son père. Si l'armée est venue le chercher à Londres où il exerçait paisiblement la profession d'ophtalmologue, c'est son peuple qui l'a adoubé. Il est incontestablement le leader politique le plus populaire du Proche-Orient. Jusqu'il y a deux mois, il était aussi le seul qui se déplaçait sans escorte, et ne rechignait pas aux bains de foule.

L'opération militaire de déstabilisation de la Syrie et la campagne de propagande qui l'a accompagnée ont été organisées par une coalition d'États sous coordination US, exactement comme l'OTAN coordonne des États membres ou non-membres de l'Alliance pour bombarder et stigmatiser la Libye. Comme indiqué plus haut, les mercenaires ont été fournis par le prince Bandar bin Sultan, qui a du coup été contraint d'entreprendre une tournée internationale jusqu'au Pakistan et en Malaisie pour grossir son armée personnelle déployée de Manama à Tripoli. On peut citer aussi à titre d'exemple l'installation d'un centre de télécommunication *ad hoc* dans les locaux du ministère libanais des Télécoms.

Loin de dresser la population contre le « *régime* », ce bain de sang a provoqué un sursaut national autour du président Bachar el-Assad. Les Syriens, conscients qu'on chercher à les faire basculer dans la guerre civile, ont fait bloc. La totalité des manifestation anti-gouvernementales a réuni entre 150 000 et 200 000 personnes sur une population de 22 millions d'habitants. Au contraire, les manifestations pro-gouvernementales ont rassemblé des foules comme le pays n'en avait jamais connues.

Les autorités ont réagi aux événements avec sang-froid. Le président a enfin engagé les réformes qu'il souhaitait entreprendre depuis longtemps et que la majorité de la population freinait de peur qu'elles n'occidentalisent la société. Le parti Baas a accepté le multipartisme pour ne pas sombrer dans l'archaïsme. L'armée n'a pas réprimé les manifestants —contrairement à ce que prétendent les médias occidentaux et saoudiens— mais a combattu les groupes armés. Malheureusement, ses officiers supérieurs ayant été formés en URSS n'ont pas fait preuve de ménagement pour les civils pris entre deux feux.

#### La guerre économique

La stratégie occidentalo-saoudienne a alors évolué. Washington se rendant compte que l'action militaire ne parviendrait pas à plonger à court terme le pays dans le chaos, il a été décidé d'agir sur la société à moyen terme. L'idée est que la politique du gouvernement al-Assad était en train de créer une classe moyenne (seule garantie effective de démocratie) et qu'il est possible de retourner cette classe moyenne contre lui. Pour cela, il faut provoquer un effondrement économique du pays.

Or, la principale ressource de la Syrie est son pétrole, même si sa production n'est pas comparable en volume à celle de ses riches voisins. Pour le commercialiser, il a besoin de disposer d'assets dans les banques occidentales qui servent de garanties durant les transactions. Il suffit de geler ces avoirs pour tuer le pays. Il convient donc de noircir l'image de la Syrie pour faire admettre aux populations occidentales des « sanctions contre le régime ».

En principe, le gel d'avoirs nécessite une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, mais celle-ci est improbable. La Chine qui a déjà été contrainte de renoncer à son droit de veto lors de l'attaque de la Libye sous peine de perdre son accès au pétrole saoudien ne pourrait probablement pas s'y opposer. Mais la Russie pourrait le faire, faute de quoi en perdant sa base navale en Méditerranée elle verrait sa flotte de Mer Noire étouffer derrière les Dardanelles. Pour l'intimider, le Pentagone a déployé le croiseur USS Monterrey en Mer Noire, histoire de montrer que de toute manière les ambitions navales russes sont irréalistes.

Quoi qu'il en soit, l'administration Obama peut ressusciter le *Syrian Accountablity Act* de 2003 pour geler les avoirs syriens sans attendre une résolution de l'ONU et sans requérir un vote du Congrès. L'histoire récente a montré, notamment à propos de Cuba et de l'Iran, que Washington peut aisément convaincre ses alliés européens de s'aligner sur les sanctions qu'il prend unilatéralement.

C'est pourquoi aujourd'hui le vrai enjeu se déplace du champ de bataille vers les médias. L'opinion publique occidentale prend d'autant plus facilement des vessies pour des lanternes qu'elle ne connaît pas grand-chose de la Syrie et qu'elle croit à la magie des nouvelles technologies.

#### La guerre médiatique

En premier lieu, la campagne de propagande focalise l'attention du public sur les crimes imputés au « *régime* » pour éviter toute question à propos de cette nouvelle opposition. Ces groupes armés n'ont en effet rien de

commun avec les intellectuels contestataires qui rédigèrent la Déclaration de Damas. Ils viennent des milieux extrémistes religieux sunnites. Ces fanatiques récuse le pluralisme religieux du Levant et rêvent d'un État qui leur ressemble. Ils ne combattent pas le président Bachar el-Assad parce qu'ils le trouvent trop autoritaire, mais parce qu'il est alaouite, c'est-à-dire à leurs yeux hérétique.

Dès lors, la propagande anti-Bachar est basée sur une inversion de la réalité.

À titre d'exemple divertissant, on retiendra la cas du blog « Gay Girl in Damascus » créé en février 2011. Ce site internet édité en anglais par la jeune Amina est devenu une source pour beaucoup de médias atlantistes. L'auteure y décrivait la difficulté pour une jeune lesbienne de vivre sous la dictature de Bachar et la terrible répression de la révolution en cours. Femme et gay, elle jouissait de la sympathie protectrice des internautes occidentaux qui se mobilisèrent lorsqu'on annonça son arrestation par les services secrets du « régime ». Toutefois, il s'avéra qu'Amina n'existait pas. Piégé par son adresse IP, un « étudiant » états-unien de 40 ans Tom McMaster était le véritable auteur de cette mascarade. Ce propagandiste, censé préparer un doctorat en Écosse, était présent lors du congrès de l'opposition pro-occidentale en Turquie qui appela à une intervention de l'OTAN. Et il n'y était évidemment pas en qualité d'étudiant [2].

Le plus surprenant dans l'histoire n'est pas la naïveté des internautes qui ont cru aux mensonges de la pseudo-Amina, mais la mobilisation des défenseurs des libertés pour défendre ceux qui les combattent. Dans la Syrie laïque, la vie privée est sanctuarisée. L'homosexualité, interdite dans les textes, n'est pas réprimée. Elle peut être difficile à vivre au sein de la famille, mais pas dans la société. Par contre, ceux que les médias occidentaux présentent comme des révolutionnaires et que nous considérons au contraire comme des contre-révolutionnaires sont, eux, violemment homophobes. Ils se proposent même d'instaurer des châtiments corporels, voire pour certains la peine de mort, pour punir ce « vice ».

Ce principe d'inversion est appliqué à grande échelle. On se souvient des rapports des Nations Unies sur la crise humanitaire en Libye : des dizaines de milliers de travailleurs immigrés fuyant le pays pour échapper aux violences. Les médias atlantistes en avaient conclu que le « régime » de Kadhafi doit être renversé et qu'il faut soutenir les insurgés de Benghazi. Or, ce n'est pas le gouvernement de Tripoli qui était responsable de ce drame, mais les soi-disant révolutionnaires de Cyrénaïque qui faisaient la chasse aux Noirs. Animés par une idéologie raciste, ils les accusaient d'être tous au service du colonel Kadhafi et en lynchaient quand ils en attrapaient un. En Syrie, les images des groupes armés postés sur les toits qui tirent au hasard à la fois dans la foule et sur les forces de l'ordre sont diffusées par les télévisions nationales. Mais ces mêmes images sont reprises par les chaînes occidentales et saoudiennes pour attribuer ces crimes au gouvernement de Damas. En définitive le plan de déstabilisation de la Syrie fonctionne imparfaitement. Il a convaincu l'opinion publique occidentale que ce pays est une terrible dictature, mais il a soudé l'immense majorité de la population derrière son gouvernement. Finalement cela pourrait devenir dangereux pour les concepteurs du plan, notamment pour

Tel-Aviv. Nous venons d'assister en janvier-février 2011 à une vague révolutionnaire dans le monde arabe, suivie en avril-mai d'une vague contre-révolutionnaire. Le balancier n'a pas terminé son mouvement. Réseau Voltaire | Beyrouth (Liban) | 14 juin 2011

[1] « La France préparait depuis novembre le renversement de Kadhafi », par Franco Bechis, Réseau Voltaire, 24 mars 2011.

[2] « Propagande de guerre : la bloggeuse gay de Damas », Réseau Voltaire, 13 juin 2011

Thierry Meyssan

mercredi 15 juin 2011,

par Comité Valmy

http://www.voltairenet.org:80/Le-plan-de-destabilisation-de-la

# 3-3 M. K. Bhadrakumar : Syrie en ébullition. - Navire de guerre américain en Mer

Le ministère russe des Affaires étrangères choisit rarement un dimanche pour faire une déclaration officielle. De toute évidence, une chose d'une extrême gravité est survenue à Moscou pour que la Russie éprouve un besoin urgent de s'exprimer. La provocation a été l'apparition d'un croiseur lance-missiles des États-Unis en Mer Noire, venu y effectuer des exercices navals avec l'Ukraine. Le croiseur USS Monterrey, équipé du système de défense aérienne AEGIS, participe aux exercices conjoints entre les Etats-Unis et l'Ukraine, Sea Breeze 2011 [Brise de

Un exercice naval américano-ukrainien n'a rien d'extraordinaire. L'an dernier, un autre exercice avait déjà eu lieu. Mais, ainsi que Moscou l'a soulevé, « En laissant de côté la question non réglée de la possible architecture du bouclier antimissile européen, la Russie voudrait savoir, en conformité avec les décisions du sommet de Lisbonne entre la Russie et l'OTAN [Organisation du Traité de l'Atlantique Nord], quelle 'contrariété' a pu pousser le commandement étasunien à déplacer de la Méditerranée vers l'Est la principale unité de frappe du groupement régional de défense antimissile, formé par l'OTAN dans cette région? »

La déclaration du ministère des Affaires étrangères s'est poursuivie en offrant sa propre explication selon laquelle le Monterrey a été envoyé dans les eaux européennes dans le cadre de l'approche adaptative progressive de l'administration américaine pour construire le segment européen du bouclier antimissile global. La première étape de ce programme envisage le déploiement d'un groupe de navires de guerre américains dans la mer Adriatique, la mer Égée et la mer Méditerranée, afin

de protéger l'Europe du Sud d'éventuelles frappes de missiles. Cette déclaration a précisé que le rôle des missiles des navires de guerre américains, dans les exercices anti-piraterie Sea Breeze 2011, n'est pas clair.

« Nous devons dire que nos préoccupations continuent d'être ignorées et, sous couvert de pourparlers sur la coopération européenne au regard du bouclier antimissile, des efforts sont en cours en vue de construire la configuration du bouclier antimissile, dont les conséquences sont dangereuses et à propos desquelles nous avons informé nos partenaires américains et de l'OTAN », a ajouté la déclaration russe.

Les États-Unis affirment qu'il s'agit d'un exercice naval de routine. D'un autre côté, Moscou interroge : « S'il s'agit d'une démarche ordinaire, alors il est difficile de comprendre pourquoi un navire de guerre avec ce type d'armement a été choisi pour manœuvrer dans cette région assez sensible. »

Il ne fait aucun doute que les États-Unis accentuent la pression sur la flotte russe en Mer Noire. La provocation des Etats-Unis se déroule dans le contexte de la crise en Syrie. La Russie bloque obstinément les tentatives étasuniennes de racolage pour une intervention en Syrie du style de celle en Libye. Pour Moscou, si les Etats-Unis veulent un changement de régime en Syrie, c'est principalement pour obtenir la liquidation de la base navale russe dans ce pays.

La base syrienne est le seul point d'ancrage de la Russie en Méditerranée. La flotte russe en Mer Noire dépend de sa base en Syrie pour maintenir une présence effective en Méditerranée. Avec la création de bases militaires américaines en Roumanie et l'apparition du navire de guerre américain dans la région de la mer Noire, l'encerclement [de la marine russe] se resserre. C'est un jeu du chat et de souris, où les États-Unis prennent le dessus.

Le régime dirigé par Bechar el-Assad est ostensiblement répressif, puisque des massacres sont rapportés presque quotidiennement. Mais les reportages occidentaux passent totalement sous silence l'aide extérieure apportée à l'opposition syrienne. Personne ne s'intéresse à prouver ou à mettre doute, par exemple, les circonstances dans lesquelles 120 personnes de la sécurité syrienne auraient pu être tuées lors d'un seul « *incident* ».

L'implication de l'Ouest, de l'Arabie Saoudite, des Israéliens et des Turcs dans les troubles en Syrie est parfaitement limpide, mais il ne faut surtout pas l'évoquer quand on parle de « *la Syrie en ébullition* ». Bref, la Russie a perdu la guerre de l'information sur la Syrie. Désormais, son dilemme est que, lorsqu'un processus de démocratisation louable se déroulera en Syrie et que le « *printemps arabe* » y poussera de toutes ses forces pour faire une apparition, l'on considèrera qu'elle fait une obstruction illogique.

Moscou a clairement fait savoir que la Russie ne tolèrera pas de résolution au Conseil de sécurité des Nations Unies sur la Syrie, quel que soit son libellé ou son contenu. Elle a également voté contre la manœuvre occidentale à l'Agence Internationale à l'Energie Atomique (AIEA), la semaine dernière, d'ouvrir au Conseil de sécurité un dossier nucléaire sur la Syrie – semblable au dossier iranien.

Le dilemme de Moscou est de ne pouvoir expliquer ouvertement sa version de l'agenda géopolitique des Etats-Unis vis-à-vis de la Syrie. Toute explication de ce genre exposerait la vacuité de la réinitialisation américano-russe, pour laquelle le Kremlin du président Dimitri Medvedev a assidûment travaillé. Mais Washington ne va pas non plus laisser la Russie s'en tirer. Il est certain que les Etats-Unis resserrent le nœud coulant autour du cou d'Assad.

En d'autres termes, les États-Unis veulent que la Russie laisse la Syrie tranquille pour que l'Occident passe à l'attaque. Mais la Russie connaît déjà la suite : un régime pro-occidental à Damas qui succèderait à Assad fermerait sa base navale en Syrie. Les enjeux sont très élevés. L'an dernier, le directeur-adjoint du renseignement militaire russe a été tué dans des circonstances mystérieuses alors qu'il effectuait une tournée d'inspection de la base navale en Syrie. Son corps a été retrouvé flottant dans la Méditerranée, au large de la côte turque. Il est sûr que de nombreuses agences de renseignements sont profondément impliquées dans le bouillon syrien.

Tout d'abord, un changement de régime en Syrie est devenu absolument essentiel pour briser l'isolement régional d'Israël. L'espoir américano-israélien est que les reins du Hezbollah puissent être brisés et que l'alliance syro-iranienne prenne fin, si le régime d'Assad est renversé à Damas. Une fois encore, un changement de régime en Syrie forcerait la direction du Hamas à quitter Damas. Khalid Meshaal, le chef du Hamas, vit à Damas depuis plusieurs années sous la protection d'Assad. Par conséquent, tout mouvement sur le processus de paix israélo-palestinien selon les conditions d'Israël ne sera possible que si les États-Unis et Israël parviennent à convaincre la Syrie. Washington et Tel-Aviv ont essayé de persuader la Russie de s'aligner et d'accepter leur « défaite » en Syrie. Mais Moscou s'est accroché à ses idées. Et maintenant, en envoyant ce navire de guerre dans la Mer Noire, les Etats-Unis ont signalé qu'ils feront payer à la Russie son obstination et sa prétention à être une puissance en Méditerranée et au Proche-Orient.Le résultat des élections législatives en Turquie, assurant un nouveau mandat au parti « islamiste » au pouvoir, l'AKP (le Parti de Justice et du Développement), renforce considérablement la position américaine sur la Syrie. Ankara a durci sa position envers Assad et a commencé à le critiquer ouvertement. On peut s'attendre à ce que la Turquie, dans les semaines à venir, joue un rôle plus importun dans la déstabilisation d'Assad et pour forcer un changement de régime à Damas. L'ironie, c'est que la Turquie contrôle également le détroit du Bosphore. En améliorant ses liens avec la Turquie, au cours des dix dernières années, Moscou avait espéré qu'Ankara s'orienterait progressivement vers une politique étrangère indépendante. Les attentes du Kremlin étaient que les deux pays pourraient s'unir pour former un condominium sur la mer Noire. Mais au fil des événements, il devient clair qu'Ankara revient à ses priorités antérieures, en tant que pays de l'OTAN et partenaire de premier plan des Etats-Unis dans la région. On ne peut blâmer Ankara: la Turquie a fait une évaluation fine et a tiré un bilan concluant, selon lequel ses intérêts sont mieux servis en s'identifiant avec la manœuvre de l'Ouest pour effectuer un changement de régime en Syrie.

En outre, Ankara estime rentable de s'identifier à l'approche saoudienne vis-à-vis du bouleversement au Proche-Orient. Les riches Arabes des pays du Golfe Persique, riches en pétrole, sont prêts à envoyer leurs « *billets verts* » en Turquie. Ankara partage également les craintes saoudiennes sur l'ascension de l'Iran comme puissance régionale.

En somme, les États-Unis sont lentement mais sûrement en train de prendre le dessus avec leur agenda de changement de régime en Syrie. Moscou cèdera-t-il à cette pression immense et acceptera-t-il de réduire son influence en Syrie ? C'est la

grande question. Moscou a menacé de coopérer avec Pékin et d'adopter une position commune sur la Syrie. Mais la capacité de Moscou à contrer le rouleau compresseur américain sur la Syrie s'affaiblit de jour en jour.

Le cours des événements sur la Syrie aura certainement un impact profond sur la réinitialisation américano-russe.

L'administration Obama semble s'être bien documentée et a conclu que cela vaut la peine de prendre ce risque pour assurer la sécurité d'Israël. Le navire de guerre qui a vogué sur la Mer Noire porte le message sans équivoque adressé à la Russie, d'accepter de n'être que l'ombre pâle de l'ancienne Union soviétique.

M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Sovétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.

15/6/2011

Asia Times Online,

le 14 juin 2011

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M K Bhadrakumar/Mer Noire Etats-

Unis Russie Syrie base navale changement de regime 130611.htm

article original: "Syria on the boil, US warship in Black Sea" http://atimes.com/atimes/Middle East/MF14Ak02.html

#### Annexe -

#### Maurizio Matteuzzi : Guerres étasuniennes : le coût.

"Première question : les Etats-Unis d'Amérique pourraient-ils vivre sans que quelque guerre n'alimentât, surtout en temps de crise économique, leur puissant système militaro-industriel ?

Seconde question (ingénument rhétorique) : que pourraient faire les Etats-Unis d'Amérique s'ils destinaient les colossales ressources économiques utilisées pour les guerres à leurs problèmes sociaux ?

Questions qui surgissent à la lecture de l'étude produite par l'Université Brown de Providence, dans le Rhode Island, de la prestigieuse chaîne universitaire *Ivy-league*. On peut se reporter pour ce faire au site de l'université : « *Cost of war, 250.000 lives and up to £4 trillion* »[i] et sur le site du quotidien londonien *The Independant*, qui y a consacré hier un article, synthétisé ainsi : « La guerre au terrorisme s'apprête à dépasser le coût de la seconde guerre mondiale ».

Le coût total pour l'Amérique ( !? pour les Etats-Unis d'Amérique, NdT), des guerres post-11 septembre contre l'Irak et l'Afghanistan, et des opérations militaires corrélées au Pakistan (genre l'Opération Jeronimo contre -le présumé, NdT- Ben Laden), est en voie, étant donné qu'elles ne sont pas encore finies, de dépasser les 4 trillions de dollars (4 mille milliards)". Suite en pièce jointe ; j'ai traduit cet article surtout pour les chiffres rapportés, dont on peut penser qu'ils sont loin d'exagérer le coût réel (surtout dans l'estimation du nombre de victimes civiles) de ces guerres.

Voir aussi un très bel article sur Le Grand Soir :

Guerres de merde (Rebelion)

par Collectif « Luciano Romero Molina ».

"Dans ce qui est appelé « missions internationales », ceux qui meurent ce sont ceux d'en bas, les pauvres types, les moins que rien.

Deux soldats colombiens sont morts en Afghanistan cette semaine, l'un sous l'uniforme de l'armée espagnole et l'autre sous l'uniforme de l'armée impériale des Etats-Unis ».

[i] NdT : voir exactement : <a href="http://news.brown.edu/pressreleases/2011/06/warcosts">http://news.brown.edu/pressreleases/2011/06/warcosts</a> et, ne serait-ce que pour quelques photos, qu'on ne voit jamais, de dévastations de la guerre à Bagdad : <a href="http://costsofwar.org/">http://costsofwar.org/</a>

Maurizio Matteuzzi

http://www.legrandsoir.info/guerres-de-merde-rebelion.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19